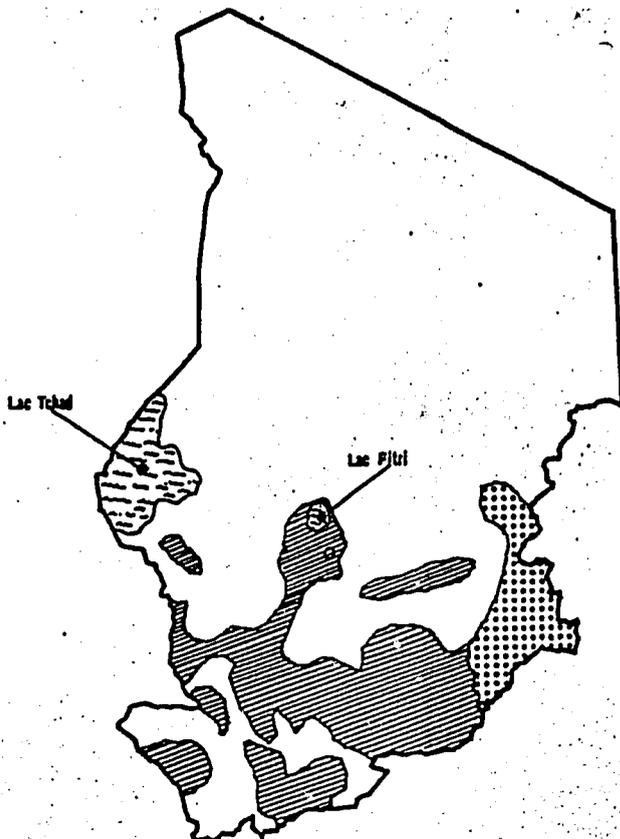


PG-AAA-634f  
13N 92800

**REPUBLIQUE DU  
TCHAD**

**PLAN NATIONAL  
DE CONSERVATION DES ELEPHANTS**

**- Janvier 1991 -**



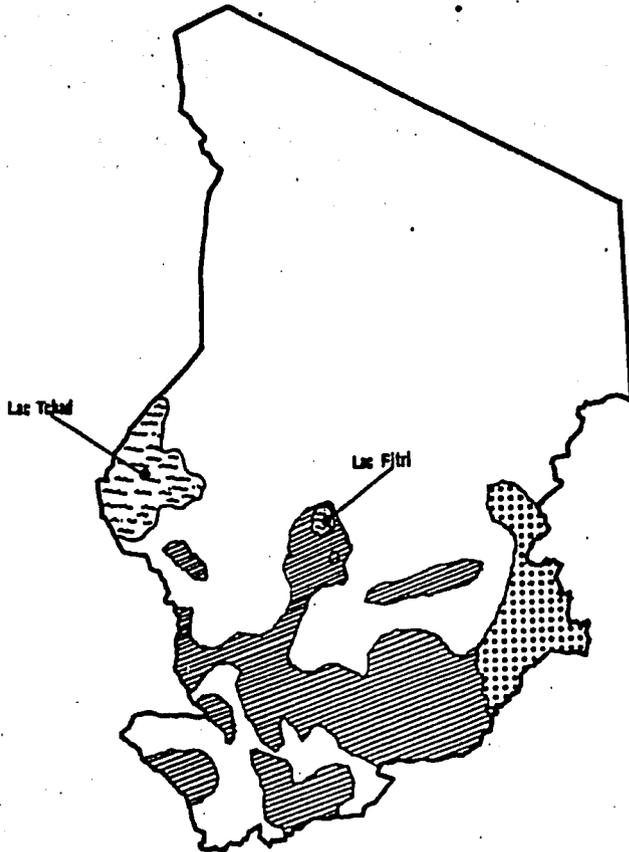
Par ARCA Consulting s.r.l. - Rome  
pour le

**GROUPE COORDINATEUR DE LA CONSERVATION DE  
L'ELEPHANT D'AFRIQUE**



**REPUBLIQUE DU  
TCHAD**

**PLAN NATIONAL  
DE CONSERVATION DES ELEPHANTS  
- Janvier 1991 -**



Par ARCA Consulting s.r.l. - Rome  
pour le

**GROUPE COORDINATEUR DE LA CONSERVATION DE  
L'ELEPHANT D'AFRIQUE.**

## REPUBLIQUE DU TCHAD

### 1. NOMBRE D'ÉLÉPHANTS ET DISTRIBUTION ACTUELLE

Le Tchad est parmi les pays les plus frappés par le braconnage depuis les années 70; sa population estimée à 16.000 têtes en 1978 est aujourd'hui estimée à moins de 3000.

La guerre qui a ravagé le Pays entre 1979 et 1982, a permis aux braconniers d'agir librement, tandis que les différentes corps armées chassaient les éléphants aussi bien pour l'ivoire que pour s'approvisionner en viande.

Depuis, il n'a pas été possible, d'effectuer un recensement systématique de la faune du pays à l'échelle nationale.

Toutefois, une série d'études ponctuelles ont été effectués, notamment le recensement de la SECA sur financement FED (en 1986, dans les régions de ABOUTELFAN, SINIAKAMINIA, ZAKOUMA et dans et R.F. du SALAMAT, jusqu'à la frontière Centre africaine), et celle du prof Pfeffer sur financement B.I.E.P. - F.A.O., sur les Régions de Beïnemar, Manda, et Zakouma.

Aujourd'hui, les effectifs d'éléphants sont évalués comme suit:

A. Région à l'Ouest du Chari	100
B. Salamat	1.500
C. Batha - Guera	500
D. Ouaddai	pas d'estimation possible
E. Chari-Banguiri	100
F. Lac Tchad	100
<b>TOTAL:</b>	<b>2.300</b>

(Source: "La problématique des populations d'éléphants et de leur habitat au Tchad", Bulletin Régional de l'IUCN, N.5 - 1990, par B.Y. Daboulaye et J.P. Thommasey)

### 2. TENDANCE

Le massacre des éléphants du Tchad, comme pour tant d'autres pays d'Afrique, a eu pour unique objectif le trafic d'ivoire. De grandes quantités ont été exportées dans les années 80 à travers le Nigeria (Kano), la R.C.A., et le Soudan.

Alors que les éléphants étaient décimes, leur habitat, et particulièrement dans les aires protégées, ne subissait que en quelques instances des pressions humaines aiguës.

En fait, la densité d'éléphants est aujourd'hui réduite à une fraction de ce que l'habitat pourrait supporter: il est donc clair que en premier lieu la sauvegarde des éléphants consistera en des actions de lutte contre le braconnage, de protection de leur habitat, et, en deuxième lieu, dans le développement de la ressource qu'ils représentent.

Par contre, il n'y a pas, à l'heure actuelle, un conflit aigu pour l'utilisation des terres entre les activités de conservation et celles de développement (agricole par exemple).

Après la décimation qui eut lieu pendant la guerre, une période d'une certaine indiscipline a suivi, pendant laquelle le braconnage a continué, oeuvre de braconniers commerciaux (pour l'ivoire), villageois (pour la viande), de militaires (pour les deux) et même de certains expatriés qui, munis d'un permis de chasse, ne respectaient pas, pour autant, les restrictions imposées par la loi.

Toutefois, le problème du braconnage persiste et plus particulièrement dans les régions frontalières; (à l'ouest vers le Cameroun, au Sud vers la R.C.A., à l'Est et au Sud-Est vers le Soudan.

Quant aux chasseurs résidents, il est inadmissible qu'ils soient encore, de temps à autre, les auteurs d'actes contraires aux lois.

En conclusion, grâce à la pacification du pays et à une volonté politique indéniable, il existe un environnement dans lequel le problème du braconnage pourrait être résolu, ceci à la condition que les institutions chargées du contrôle des aires protégées puissent bénéficier des moyens adéquats pour exécuter correctement leur tâche.

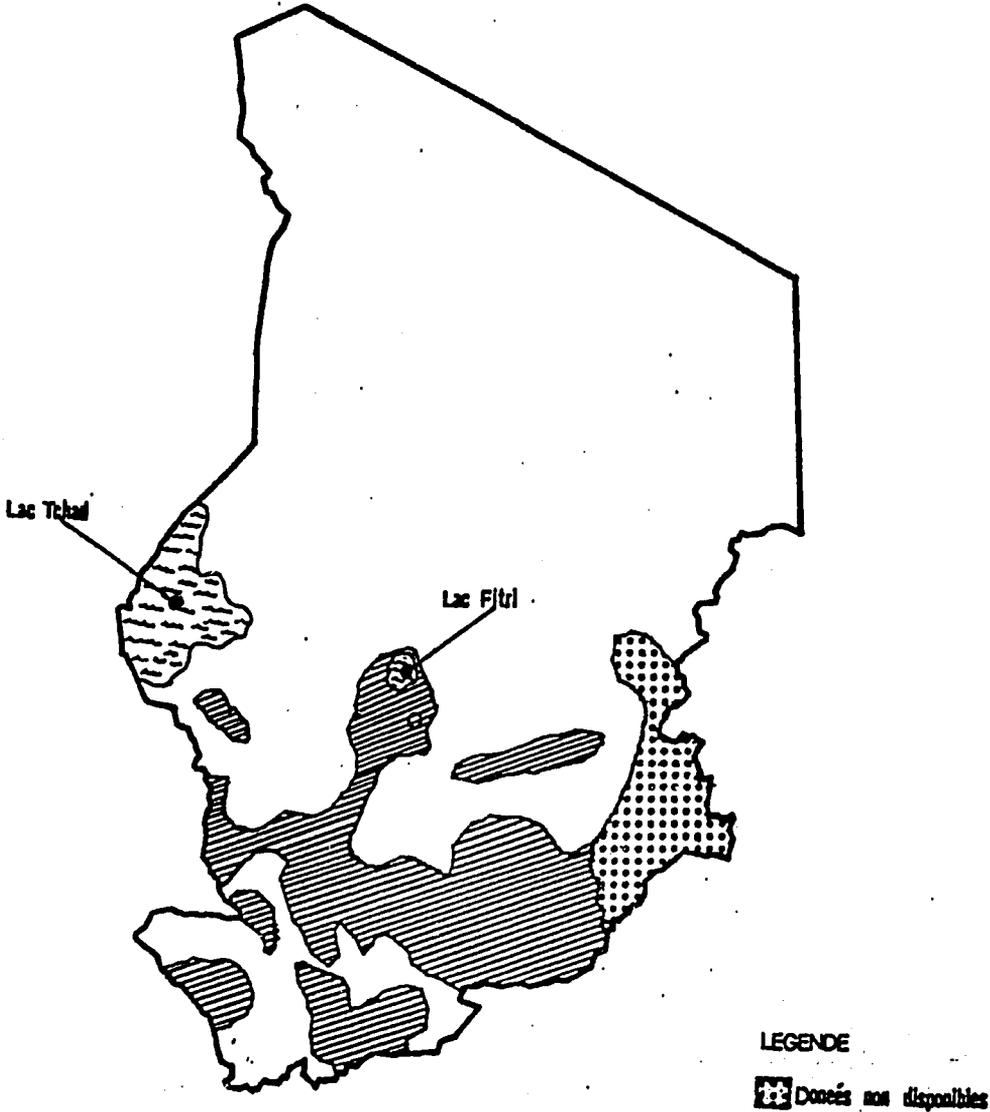
### 3. RESEAU DES REGIONS PROTEGEES

*Wrong* *See next p.*  
Le Tchad a 133.871 km<sup>2</sup> d'aires protégées, dont 4.140 km<sup>2</sup> de Parcs Nationaux, 110.800 km<sup>2</sup> de Réserves de Faune, 14.931 km<sup>2</sup> de Forêts Classées, et 7.994 km<sup>2</sup> de domaines de chasse. Ceci correspond à 10.43% du territoire national.

	EXISTANTS	PROPOSES
<b>Parcs Nationaux:</b>		
Zakouma	3.000	
Manda	1.140	
<b>Proposes:</b>		
Aouk (ex domaine de chasse)		7.400
Goz Beida		3.000
Réserve de la Biosphère du Lac Fitri	16.000	
<b>Réserves de Faune:</b>		
Ouaddi-Rime, Ouaddi-Achim	80.000 ✓	
Fada Archei	2.110	
Aboutelfan	1.100	
Siniaka Minia	4.260 ✓	
Bahr Salaamat	20.600 ✓	
Binder Lere	1.350 ✓	
Mandelia	1.380	
Mbainamar		765
Larmanaye		882
<b>Domaines de chasse</b>		
Dougia	594	
Aouk (futur Parc National)	7.400	
<b>TOTAL</b>	<b>138.934</b>	<b>12.067</b>

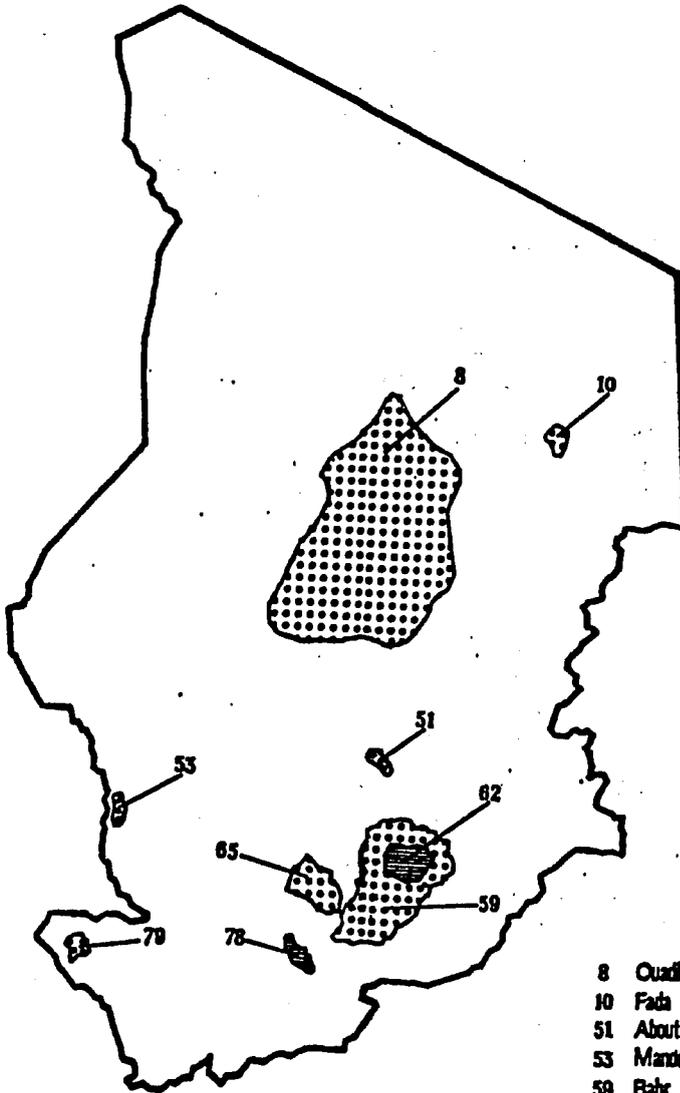
7100  
137534

CARTE N° 1 HABITAT DE L'ELEPHANT AU TCHAD



CARTE N° 2

# TCHAD – AIRES PROTEGEES



## LEGENDE

- 8 Ouadi Rime / Achim RF
- 10 Fada Archel RF
- 51 Aboutefan RF
- 53 Mandala RF
- 59 Bahr Salamat RF
- 62 Zakouma PN
- 65 Siniaka Minia RF
- 78 Manda PN
- 70 Bänder Lere RF

#### 4. RESSOURCES POUR LA CONSERVATION

*Wildlife Service*

Au sein du Ministère du Tourisme et de l'Environnement, la Direction des Parc Nationaux et Réserves de Faune est responsable de la gestion des Aires Protégées.

Avant la guerre, ce service atteignait un bon niveau d'efficacité. Il disposait de ses propres structures dans les aires protégées, son personnel avait une formation allant du niveau Universitaire pour les cadres supérieurs, en passant par l'école de faune de Garoua pour les cadres moyens, jusqu'à celle de Manda, école gérée la Direction même pour former sur le tas ou se recycler ses propres agents.

Actuellement, seuls restent les hommes, atout majeur pour l'avenir. Les structures sur le terrain ont été détruites, le matériel pillé, l'école de Manda en ruines.

Depuis la guerre, seules deux opérations d'aide extérieure ont été lancées en ce secteur: le projet FED pour le parc de Zakouma et une assistance technique financée par la France.

Aux inhérentes difficultés sur le terrain viennent s'ajouter des conditions extrêmes de dénuement au niveau central. Chargé à la fois de gérer avec des moyens dérisoires, d'énormes aires protégées, de jouer son rôle de contrepartie à l'actuel projet FED, et de planifier et solliciter d'autres formes d'aide, la Direction des Parcs ne peut fonctionner dans un tel contexte.

C'est pourquoi, dans le cas du Tchad, les efforts visant à promouvoir d'urgentes actions prioritaires sur le terrain, doivent également être accompagnées par une action de réhabilitation de la Direction des Parcs et Réserves au niveau central, ceci afin de mettre à sa disposition les moyens lui permettant d'assumer correctement son rôle institutionnel de direction et de contrepartie des programmes d'aide.

## Structures au niveau central

### **Organisation:**

La direction est organisée en 4 services:

- Aménagements et conservation;
- Recherches, eco-biologie et capture;
- Contentieux et lutte anti-braconnage;
- Personnel et finances.

### **Budget:**

L'Etat accorde à la Direction des Parcs et Réserves de Faune un budget de fonctionnement de 22 millions de Francs CFA (soit dollars USA) pour 1990. \$44.7 millions (Ce budget ne comprend pas les salaires).

Toutes les sommes citées dans les pages qui suivent comme crédits affectés aux aires protégées sont à compter en déduction de ce budget, qui doit couvrir toute activité de la Direction.

Le seul financement d'aide extérieure qui vient s'y ajouter, est celui du projet FED, entièrement réservé au Parc de Zakouma et à la Réserve de Salimat.

### **Personnel:**

- 6 cadres supérieurs;
- 1 chef de personnel;
- 4 agents;
- 2 chauffeurs.

### **Matériel:**

- 3 motos état neuf;
- 3 vélos;
- 2 véhicules en panne âgés de 7 et de 24 ans respectivement;
- 1 station radio HF. Fournie dans le cadre du projet Zaukouma FED, elle peut uniquement être utilisée pour communiquer avec Zakouma, les autres postes sur le terrain ne disposant pas de radios.

### **Locaux:**

Ayant perdu ses locaux suite à la guerre, la Direction de Parcs et Réserves est provisoirement logée dans trois pièces exigües appartenant d'ailleurs à d'autres services.

### *Structures de formation*

L'école de gardes-chasse de Manda a été saccagée et détruite pendant la guerre.

### Structures sur le terrain

#### 1. Parc National de ZAKOUMA et Réserve de Faune du BAHR SALAMAT

##### Personnel:

- 1 Chef de Secteur, Co-Directeur National du Projet FED (diplômé au niveau supérieur de l'Ecole de Faune de Garoua);
- 1 Chef de Projet assistant technique FED;
- 1 Conducteur des travaux (mécanique et constructions) volontaire CARE International;
- 1 Ingénieur des travaux forestiers;
- 34 Surveillants;
- 24 Pisteurs.

##### Matériel de surveillance:

- 40 chevaux;
- 3 véhicules tout-terrain;
- 2 postes radio HF (1 mobiles et 1 fixe);
- 8 postes radio VHF (3 mobiles et 1 fixe 4 walkie-talkie);
- panneaux solaire;
- 1 groupe électrogène 22KVA;
- 100 uniformes et équipement personnel;

##### Brigade routière:

- 1 véhicule tout-terrain;
- 1 niveleuse;
- 1 chargeur sur pneus;
- 1 camion benne;
- 1 motopompe;
- 1 bétonnière.

##### Bâtiments et postes de contrôle:

- 50 habitations traditionnelles pour les surveillants;
- Bâtiments de service: garage, magasin, réserve, bureaux, atelier;
- 4 postes de garde;
- Aménagement de l'entrée au Parc.

**Kilomètres de piste aménagés:**

- 250 Kilomètres de piste existantes mais devenus impraticables ont été défrichés à la main en 1989-1990;

Restent à aménager environ 250 km

**Budget:**

Pour 1990-1991, le budget de fonctionnement et investissement (réfection de pistes et bâtiments) est assuré par le FED à hauteur de 115.720.000 FCFA;  
Le budget National prendra en charge les salaires des surveillants (24.000.000 FCFA)

**2. Parc National de Manda**

**Personnel:**

- 1 Chef de secteur;
- 1 technicien adjoint;
- 25 surveillants;
- 6 pisteurs.

**Matériel de surveillance:**

- 1 camion (1976);
- 1 moto en panne;
- 4 vélos.

**Absence de:**

- véhicules tout-terrain;
- postes radio;
- tentes.

**Matériel pour travaux d'Aménagement:**

- pelles et brouettes.

**Bâtiments et postes de contrôle:**

- Détruits pendant la guerre.

**Budget:**

- 2.500.000 CFA sur budget de l'Etat.

Kilomètres de piste aménagés:

- Kilomètres de piste existantes mais nécessitant réhabilitation.

3. Réserve de faune Totale de QUADDI RINE-OADDI ACHIM

Personnel:

- 1 Chef de secteur Ingénieur de travaux forestiers;
- 24 surveillants (10 secteur Nord -ARADA et 14 secteur Sud ATI).

Matériel de surveillance:

- 6 chameaux.

Absence de:

- véhicules tout-terrain;
- véhicules bâchées;
- camions;
- motos;
- postes radio;
- tentes.

Matériel pour travaux d'Aménagement:

- pelles et brouettes.

Bâtiments et postes de contrôle:

- Détruits pendant la guerre.

Budget:

- 600.000 CFA sur budget de l'Etat.

Pistes:

- délaissées depuis la guerre.

4. Réserve de faune Totale de FADA ARCHEI

Personnel:

- 5 surveillants (dont 1 volontaire non payé)

**Matériel de surveillance:**

- 6 chameaux

**Absence de:**

- véhicules tout-terrain;
- camions;
- motos;
- postes radio;
- tentes.

**Matériel pour travaux d'Aménagement:**

- pelles et brouettes.

**Bâtiments et postes de contrôle:**

- Inexistants.

**Budget:**

- 600.000 CFA sur budget de l'Etat.

**Pistes:**

- Délaissées depuis la guerre.

**5. Réserve de faune Totale de ABOUTELAFAN**

**Personnel:**

A l'heure actuelle l'absence de tout moyen logistique rend impossible l'affectation de personnel dans cette Réserve. Le service forestier y assure une surveillance sporadique.

Aucun moyen n'est affecté à la Réserve.

**6. Réserve de Faune Totale de SINIAKA MINIA**

**Personnel:**

- 8 surveillants.

**Matériel de surveillance:**

- 8 chevaux.

- véhicules tout-terrain;
- camions;
- motos;
- postes radio;
- tentes.

Matériel pour travaux d'Aménagement:

- pelles et brouettes.

Bâtiments et postes de contrôle:

- Détruits pendant la guerre.

Budget:

- 600.000 CFA sur budget de l'Etat.

Pistes:

- délaissées depuis la guerre.

7. Réserve de faune Totale de BINDER LERE

Personnel:

- 1 Chef de secteur;
- 1 technicien adjoint;
- 25 surveillants pisteurs;
- 1 secrétaire bénévole.

Matériel de surveillance:

- 12 vélos;

Absence de:

- véhicules tout-terrain;
- camions;
- motos;
- postes radio;
- tentes.

Matériel pour travaux d'Aménagement:

- pelles et brouettes.

**Bâtiments et postes de contrôle:**

Ils furent détruits pendant la guerre. A l'heure actuelle, le personnel est organisé en trois détachements.

La Direction des Parcs a affecté un petit crédit, sur son budget pour la reconstruction des bureaux.

**Budget:**

- 2.500.000 CFA sur budget de l'Etat.

**Kilomètres de piste aménagés:**

- Kilomètres de piste existantes mais nécessitant réhabilitation:

**8. Réserve de faune Totale de MANDELIA**

**Personnel:**

- 1 Chef de Secteur (adjudant technique);
- 22 surveillants;
- 4 pisteurs.

**Matériel de surveillance:**

- 4 vélos.

**Absence de:**

- véhicules tout-terrain;
- véhicules bâchées;
- camions;
- motos;
- postes radio;
- tentes.

**Matériel pour travaux d'Aménagement**

- pelles et brouettes.

**Bâtiments et postes de contrôle:**

Aujourd'hui le personnel est concentrée à mandelia et dans un poste de contrôle; avant la guerre, la Réserve disposait d'un réseau de postes de contrôle à travers son territoire.

Budget:

- 600.000 CFA sur budget de l'Etat.

Pistes:

- Délaissées depuis la guerre.

#### 9. Réserve de la Biosphère du LAC FITRI

Dans l'attente que un financement soit repéré pour la réalisation du Projet IUCN, la Direction a nommé un Chef de Secteur et un adjoint. Aucune structure n'existe sur le terrain à présent.

#### ZONES PROPOSEES POUR AIRES PROTEGEES:

Surface: 9.047 km<sup>2</sup>

Aucune structure ni personnel de la Direction est affecté aux futures Aires Protégées du Parc National de l'Aouk ou aux Réserves Totales de Mbainamar et de Larmanaye.

#### 5. PROGRAMMES D'AIDE

##### *Communauté Européenne (F.E.D.) Parc National de Zoukoma*

Le projet comprend le réaménagement et la gestion du Parc national de ZAKOUMA (agrandi jusqu'à 3.600 km<sup>2</sup> pour renforcer "l'intégrité" de l'écosystème) et l'extension des opérations de surveillance dans la zone périphérique du parc (nord de la Réserve de faune du Bahr Sadamat: 12.000 km<sup>2</sup>).

Ce projet implique la mise en place d'une unité de gestion et de supervision technique, la création ou le renforcement de 4 brigades de surveillance ainsi que des travaux d'infrastructures.

#### Infrastructures

Les travaux comprendront la construction et la réfection de logements, de bâtiments sociaux et de bâtiments administratifs (bureaux, ateliers, magasins, etc....). D'autre part sont prévues la réouverture de la construction de pistes d'accès, des voies de pénétration,

des pare-feux, des retenues d'eau et autres travaux de même type.

#### Unité de gestion et de supervision technique

Cette unité installée à Tinga sera chargée de la gestion administrative du projet, du suivi écologique indispensable à la gestion adéquate des ressources naturelles ainsi que de la supervision technique des travaux d'infrastructure.

#### Brigades de surveillance

La brigade de ZAKOUMA, unité centrale de surveillance, sera renforcée. Trois brigades seront installées à la périphérie du Parc National de ZAKOUMA.

Ces brigades disposeront du matériel nécessaire pour réaliser leur mission.

#### Etudes diverses

Une provision est retenue pour des études ponctuelles et des évaluations à déterminer selon les besoins.

#### Personnel d'appui

- un spécialiste en Aménagement des Parc Nationaux, chef de projet;
- un volontaire chargé du suivi des travaux.

#### Matériel, Equipement et Fournitures

Pour la réalisation et l'entretien des infrastructures ainsi que les Aménagements des zones, seront fournis des engins adéquats, des camions et de l'outillage divers.

Pour la surveillance des écosystèmes sont prévus des moyens de déplacement, du matériel de phonie et de l'équipement de brousse.

Pour le suivi écologique et la gestion des ressources naturelles, seront fournis du matériel classique de mesure écologique et différents équipements.

## I.U.C.N.:

Mis au point par l'IUCN pour la création d'une Réserve de la Biosphère au Lac Fitri, le projet est considéré prioritaire dans le cadre de la Stratégie Nationale de Conservation que cet organisme a développé pour le Tchad. Un financement de 3.354.000 \$ est recherché.

## REPUBLIQUE Française:

La France étudie la possibilité de financer un projet pour le Réhabilitation du Parc de Manda.

## 6. COMMERCE DE L'IVOIRE

Au Tchad, le braconnage des éléphants, y compris les rares derniers cas, a pour unique objectif la récupération de l'ivoire.

Commerce illégal, il n'est pas encore totalement enrayé.

Bien que l'éléphant soit protégé depuis 1989, et le Tchad membre de la CITES, le texte interdisant un tel commerce n'est pas encore en vigueur. Toutefois, l'Administration, travaille actuellement à son élaboration.

L'étendue du pays, l'instabilité dans les zones frontalières, et dans les Pays limitrophes, en conjugaison avec la pénurie des moyens de surveillance, sont autant des facteurs qui ont facilité les braconniers, qui opéraient à partir du Sud Soudan, organisés en caravanes à dos de cheval et de chameau.

L'ivoire braconné franchissait les frontières internationales, (Soudan et R.C.A.), d'où il rejoignait les marchés du proche et de l'extrême Orient.

Plus récemment, la mise en route du projet FED à Zakouma a plus ou moins coïncidé avec l'interdiction du commerce par la CITES.

Ces deux facteurs semblent ensemble avoir produit une chute du braconnage, bien que l'on ne dispose pas des données suffisantes pour pouvoir quantifier et confirmer telle supposition.

## Conservation et développement au Tchad

Dans un pays qui fut ravagé par une guerre et qui, parallèlement à la pacification, s'efforce de remettre sur pieds une économie durement frappée, dont la menace ultérieure de sécheresse accentuera les difficultés, est-ce un luxe de se pencher sur la protection de la nature?

Nous pensons que ce serait plutôt un luxe de laisser les ressources naturelles du Pays se dégrader encore plus, luxe que le Tchad ne peut plus se permettre.

En termes de lutte contre la désertification et de sécurité alimentaire, les Parcs Nationaux et les Réserves sont autant de réservoirs de bio-diversité, de ressources forestières, de défense des sols et de ressources en eau.

De plus, ils jouent, en plus un rôle fondamental et irremplaçable dans l'équilibre écologique.

Ils fournissent ceux que la Banque Mondiale a défini les "services environnementaux", considérés désormais les économistes comme étant à la base de tout développement durable (Report on Wildlands Management, Banque Mondiale, Washington).

En d'autres termes, un développement qui négligerait ces ressources jusqu'au point de les laisser disparaître, finirait par détruire des ressources de base irremplaçables. Les aires protégées perdraient, ainsi leur diversité de flore et de faune. Puis elles seraient progressivement détruites par les feux de brousse, les découpages abusifs, et le surpâturage.

Bien qu'une telle perspective puisse sembler très éloignée, le Pays peut-il se permettre de perdre toute possibilité pour remettre ce secteur sur pieds?

D'ailleurs, et à ce jour, la question n'est pas de savoir s'il faut investir dans ce domaine, mais celle de préserver la base afin de maintenir une option de développement économique pour laquelle le Tchad a sans aucun doute un bon potentiel. Dans le passé celui-ci a donné au Pays emplois et recettes en devise.

En décidant de sauvegarder ses Parcs et Réserves, le Pays fait un choix qui se justifie d'autant plus qu'une fois un certain seuil de destruction atteint, ce dernier devient vite irréversible.

Il appartient aux bailleurs de fonds de le soutenir dans cette politique qui, par ailleurs, correspond bien à l'évolution vers un plus grand engagement dans la protection de l'environnement et de la bio-diversité des organismes d'aide internationaux et des co-opérations bilatérales.

## 7. ACTIONS PROPOSEES.

Alors qu'il existe une volonté précise de réhabiliter les Parcs Nationaux et les Réserves, (et même pour créer deux nouvelles Réserves de Faune, un Parc national, et une Réserve de la Biosphère), le Tchad s'heurte à l'absence quasi-totale de ressources financières lui permettant réaliser cet objectif.

La dégradation de la situation de la faune sauvage que connaît le Tchad peut seulement être contrée par une politique de longue durée, et des programmes d'aide de grande envergure.

De toute évidence, cela nécessitera un travail important pour la mise au point de projets et politiques de conservation: travail indispensable pour que les bailleurs de fonds puissent mobiliser les crédits nécessaires.

Mais au Tchad encore moins qu'ailleurs, la conservation ne peut attendre.

La gravité des problèmes, l'absence de moyens permettant tout au moins de maintenir le *status quo*, mettent le Gouvernement et les bailleurs de fonds face à un choix précis: car, à défaut d'une intervention immédiate, permettant de rétablir un minimum d'organisation et de gestion des zones protégées, ce patrimoine sera perdu à jamais, dans le laps de temps qu'il faudra avant que des programmes d'aide de grande envergure ne soient mis au point. Par ailleurs, il est primordial que le financement de projets de développement sur le terrain soit accompagné d'un renforcement des institutions au niveau central.

En effet, le Tchad connaît des difficultés particulières à ce niveau, et tout en gardant l'accent sur les actions de terrain, l'exigence de renforcer les services au niveau central, (ne fut-ce que pour leur permettre de jouer leur rôle de contrepartie des aides extérieures, et de développer une plus grande capacité d'absorption de telles aides) ne saurait être négligée.

Le Plan proposé consiste donc dans les actions suivantes:

**Actions urgentes:**

- Mise en défense des ressources existantes et réhabilitation de la Direction des Parcs Nationaux et Réserves de Faune;
- Recensement à l'échelle nationale des ressources existantes;
- Développement d'un Plan à moyen et à long terme pour la gestion des aires protégées et des ressources fauniques du pays, dans le contexte de la Stratégie Nationale de Conservation, du Plan National de lutte contre la Désertification et, notamment à long terme, du développement du secteur touristique et de la production animale.

**Actions à moyen terme:**

- Aménagement des aires protégées, (Parcs nationaux existants et programmes, Réserve de la biosphère du Lac Fitri, Réserves de Faune). Cela consistera premièrement dans la mise en place de projets dont le financement est en cours d'études (Parc de Manda et Réserve de la Biosphère du Lac Fitri) et, deuxième, dans la recherche de financements pour la réalisation de plans d'Aménagement pour les autres aires.
- Reconstruction des structures nationales pour la formation du personnel chargé de la gestion des aires protégées (sur le modèle de l'école de Manda);
- Réalisation d'un programme de formation et de mise à jour pour les cadres moyens et supérieurs;
- Développement d'une première approche auprès des investisseurs pour l'exploitation touristique, et réalisation d'activités-pilote;
- Développement de l'éducation à l'environnement, et exploitation du potentiel des Parcs Nationaux dans ce contexte.

**Actions à Long Terme:**

- Réhabilitation et développement du secteur touristique;
- Développement d'une auto-suffisance des Parcs Nationaux et Réserves;
- Développement sur une grande échelle d'un programme pour accroître les bénéfices que pourraient tirer les communautés villageoises, de la bonne gestion des Parcs et Réserves (sur les modèles de Nazinga, et des expériences qui auront pu être développés à Zakouma, Salamata, et dans le projet pilote du Ranch de gibier).

**Actions régionales:**

Le Tchad pourrait participer aux suivantes actions, à développer au niveau régional:

1. Un séminaire régional sur la conservation des éléphants;
2. Etudes de faisabilité pour la réalisation d'un projet pilote pour la création d'un Ranch de gibier, suivant le modèle développé à Nazinga au Bourkina Faso.

# PLAN D'ACTION POUR L'ELEPHANT D'AFRIQUE

## PROPOSITION DE PROJET

**REGION:** Afrique Centrale

**PAYS:** Tchad

**STATUT DU PROJET:** Prop

**TITRE:** Mesures urgentes pour la réhabilitation des aires protégés

**RUBRIQUE:** Field

**ORGANISATION GOUVERNAMENTALE  
LOCALE CONCERNEE:**  
Ministère du Tourisme et de l'environnement - Direction de Parc  
Nationaux et Réserves de Faune

**ADRESSE:** B.P. 905 - NDJAMENA 5

**FONDATEUR DU PROJET:** DPNRF (B.J. DABOULAYE)  
AECCG (V. PUCCIONI)

**ADMINISTRATION DU PROJET:**

**PARTIES COLLABORATRICES:**

**RESPONSABLES DU PROJET:**

**ADRESSE:**

**SOURCE D'ORIGINE DES FONDS:**

**DONATEURS POTENTIELS:**

**DONATEURS CONTACTES:**

**STATUT ACCORDE POUR LE  
RASSEMBLEMENT DES FONDS:** Full

**BUDGET NECESSAIRE:**

**FONDS RECOLTES:**

**DATE DEBUT PROJET:**

**DATE FIN PROJET:**

Les événements connus par le Tchad au fil des dernières années ont eu des graves conséquences sur la gestion de ses aires protégées.

A l'heure actuelle, les services nationaux chargés de cette tâche sont dépourvus des moyens nécessaires pour pouvoir exécuter cette tâche, ne fut-ce que de la manière la plus élémentaire.

Il suffit de consulter le paragraphe n. 4 du présent document, pour constater à quel point cette situation est grave.

A l'absence des moyens sur le terrain correspond une situation similaire au niveau des services centrales de la Direction des Parcs Nationaux et Réserves de Faune, qui opère dans des conditions extrêmement difficiles ne disposent ni des locaux ni du matériel essentiel à son fonctionnement même sur une base réduite.

Alors que la réhabilitation des services tant au niveau du terrain que au niveau central devra se faire sur la base des projets bien élaborés, et moyennant des investissements importants, il y a lieu de lancer une opération urgente afin de:

1. Assurer la protection des ressources pendant le laps de temps nécessaire à la mise au point, le financement, et le démarrage effective d'opérations de grande envergure (telle que la réhabilitation du Parc de Manda, la Réserve de la biosphère de Fitri, et la création du Parc de l'Aouk);
2. Permettre le fonctionnement de la Direction des Parcs Nationaux et Réserves de Faune, afin que elle puisse remplir au moins se fonctions les plus essentielles, de jouer son rôle dans la gestion des programmes d'aide et de promouvoir la mise au point et le financement de future projet.

Afin de permettre une mobilisation rapide de crédit sans nécessiter ni les études préliminaires ni les procédures d'instruction propres aux programmes d'aide plus importantes, cette opération sera d'une durée et d'une ampleur limités.

#### **Objectifs**

Sauvegarder les Parcs Nationaux et Réserves de Faune pendant le temps nécessaire pour la mise au point et le lancement des projets d'aide.

Rétablir des conditions opérationnelles pour la Direction des Parcs Nationaux et Réserves de Faune.

**Moyens à mettre en oeuvre**

**Sur le terrain:**

- un véhicule tout-terrain pour chaque Aire protégée;
- un réseau radio HF (un poste pour chaque Aire protégée);
- chevaux et chameaux avec sellerie;
- matériel de brousse;
- budget de fonctionnement pour deux ans (carburants, matériel consommable essentiel);

**Formation:**

- Recyclage de 75 agents par stages de 20.

**Au niveau central:**

- 1 véhicule tout-terrain;
- 1 véhicule de ville;
- matériel de bureau (machine à écrire, PC avec imprimante, télécopieur);
- réhabilitation de 60 m<sup>2</sup> des bureaux.

**PLAN D'ACTION POUR  
L'ELEPHANT D'AFRIQUE**

**PROPOSITION DE PROJET**

**REGION:** Afrique Centrale

**PAYS:** Tchad

**STATUT DU PROJET:** Prop

**TITRE:** Recensement des ressources fauniques

**RUBRIQUE:** Field

**ORGANISATION GOUVERNAMENTALE  
LOCALE CONCERNEE:**

Ministère du Tourisme et de l'environnement - Direction de Parc  
Nationaux et Réserves de Faune

**ADRESSE:** B.P. 905 - NDJAMENA 6

**FONDATEUR DU PROJET:** DPNRF (B.J. DABOULAYE)  
AECCG (V. PUCCIONI)

**ADMINISTRATION DU PROJET:**

**PARTIES COLLABORATRICES:**

**RESPONSABLES DU PROJET:**

**ADRESSE:**

**SOURCE D'ORIGINE DES FONDS:**

**DONATEURS POTENTIELS:**

**DONATEURS CONTACTES:**

**STATUT ACCORDE POUR LE  
RASSEMBLEMENT DES FONDS:** Full

**BUDGET NECESSAIRE:** 70.000 USD

**FONDS RECOLTES:**

**DATE DEBUT PROJET:**

**DATE FIN PROJET:**

### ***Justification***

Les événements qui se sont succédés au fil des années au Tchad, n'ont pas permis d'effectuer des recensements faunistiques, si ce n'est que les opérations ponctuelles effectuées dans le cadre du projet FED pour Zakouma et le Salamat.

D'autre part, il est essentiel, afin de pouvoir planifier au mieux les efforts de conservation, se faire une idée précise des ressources restantes et de la manière dans laquelle la situation a évoluée dans les années récents.

L'ampleur des zones protégées du Tchad, et l'absence de données récentes rendent à la fois plus difficile et plus urgente une telle opération.

Le recensement sera effectué en utilisant la technique habituelle de survol avec un avion léger, confirmé par des recensements au sol par échantillons.

Le personnel national participera au recensement avec au moins 4 observateurs, qui seront formés sur le tas.

Les consultants qui effectueront le recensement devront utiliser une technique standardisé pour la récolte et pour le traitement des données, que ils exposeront à la direction des Parcs Nationaux et Réserves de Faune, de sorte que le personnel national soit formé à la maîtrise de cette technique.

### ***Objectifs***

Constituer la base de connaissances nécessaires afin de pouvoir:

- planifier a moyen et a long terme la conservation de la faune au Tchad;
- évaluer l'impact des projets de développement sur les ressources faunistiques, et minimiser les conflits potentiels entre développement et protection de la nature;
- Maintenir un suivi des ressources faunistiques, de l'évolution et tendances dans leurs effectifs, et du degré de succès des efforts de conservation.

### ***Moyens à mettre en oeuvre***

Heures de vol:

Expert en recensements aériens:

Observateurs (homologues)

Traitement des données,

Production des rapports:

**PLAN D'ACTION POUR  
L'ELEPHANT D'AFRIQUE**

**PROPOSITION DE PROJET**

**REGION:** Afrique Centrale

**PAYS:** Tchad

**STATUT DU PROJET:** Prop

**TITRE:**

Développement d'un plan à moyen terme pour la gestion des zones protégées et des ressources touristiques

**RUBRIQUE:**

**ORGANISATION GOUVERNAMENTALE**

**LOCALE CONCERNEE:**

Ministère du Tourisme et de l'environnement - Direction de Parc Nationaux et Réserves de Faune

**ADRESSE:** B.P. 905 - NDJAMENA 6

**FONDATEUR DU PROJET:** DPMRF (B.J. DABOULAYE)  
AECCG (V. PUCCIONI)

**ADMINISTRATION DU PROJET:**

**PARTIES COLLABORATRICES:**

**RESPONSABLES DU PROJET:**

**ADRESSE:**

**SOURCE D'ORIGINE DES FONDS:**

**DONATEURS POTENTIELS:**

**DONATEURS CONTACTES:**

**STATUT ACCORDE POUR LE  
RASSEMBLEMENT DES FONDS:** Full

**BUDGET NECESSAIRE:**

**FONDS RECOLTES:**

**DATE DEBUT PROJET:**

**DATE FIN PROJET:**

### **Justification**

Le Tchad a réussi, malgré les vicissitudes que le pays a connu, à préserver une grande partie de son patrimoine faunique.

Alors que des projets ponctuelles sont financés par différents bailleurs de fonds, permettant la réhabilitation des parcs sur une base individuelle, le Pays a besoin de développer un plan sectoriel, permettant de développer une politique de conservation, de générer des revenus et des emplois, de identifier les priorités pour les investissements à venir, ainsi que les différents degrés d'urgence.

Telle planification doit s'inscrire dans le cadre de la politique du développement du Pays, de la lutte contre la désertification, de l'exploitation sur une base soutenable des ressources naturelles, et des programmes de coopération avec les aides extérieurs.

Progressivement, on devra parvenir à une autonomie financière du service de Parcs Nationaux et Réserve de Faune, basé sur une capacité accrue de produire des revenus propres, à l'instar de ce que d'autres Pays Africains sont en train de développer.

Toutefois, manifestement, un tel processus prendra un certain temps avant de pouvoir démarrer au Tchad.

C'est pourquoi le plan à produire devra programmer l'utilisation des ressources en hommes, matériels, et finances, de telle sorte à réaliser la meilleure efficacité possible.

### **Objectifs**

Doter la Pays d'un plan pour la réhabilitation et la gestion de ses aires protégées.

Mettre au point un programme d'investissements pluriannuel, et étudier les possibilités de générer une revenue et des emplois en ce secteur.

### **Moyens à mettre en oeuvre**

- Une équipe d'experts multidisciplinaire (10 hommes/mois)
- Frais de voyage, mission, transport sur place.
- Participation des homologues nationaux.
- Production des rapports:

**PLAN D'ACTION POUR  
L'ELEPHANT D'AFRIQUE**

**PROPOSITION DE PROJET**

**REGION:** Afrique Centrale

**PAYS:** Tchad

**STATUT DU PROJET:** Prop

**TITRE:**  
Réconstruction des structures nationales pour la formation du  
personnel

**RUBRIQUE:**

**ORGANISATION GOUVERNAMENTALE  
LOCALE CONCERNEE:**

Ministère du Tourisme et de l'environnement - Direction de Parc  
Nationaux et Réserves de Faune

**ADRESSE:** B.P. 905 - NDJAMENA 6

**FONDATEUR DU PROJET:** DPNRF (B.J. DABOULAYE)  
AECCG (V. PUCCIONI)

**ADMINISTRATION DU PROJET:**

**PARTIES COLLABORATRICES:**

**RESPONSABLES DU PROJET:**

**ADRESSE:**

**SOURCE D'ORIGINE DES FONDS:**

**DONATEURS POTENTIELS:**

**DONATEURS CONTACTES:**

**STATUT ACCORDE POUR LE  
RASSEMBLEMENT DES FONDS:** Full

**BUDGET NECESSAIRE:** 1.000.000 USD

**FONDS RECOLTES:**

**DATE DEBUT PROJET:**

**DATE FIN PROJET:**

### **Justification**

L'école de faune de Manda, réalisée par le FED avant les événements, formait de manière très satisfaisante le personnel tchadien chargé de la gestion des aires protégés.

Malheureusement, l'école a été complètement détruite pendant la guerre.

Alors que le personnel national s'efforce de maintenir le fonctionnement des zones protégés, il est essentiel et de recycler le personnel existant, et de former des nouveaux cadres.

### **Objectifs**

Reconstituer la capacité du pays de former et recycler le personnel des parcs, Réserves, et autres zones protégés.

### **Moyens à mettre en oeuvre**

- Construction d'un centre de formation (école, dortoirs) d'une capacité de 25 élèves;
- Equipements et logistique;
- Matériel didactique;
- Fonds pour voyages d'études, échanges, visites d'experts d'autres écoles et services.

# PLAN D'ACTION POUR L'ELEPHANT D'AFRIQUE

## PROPOSITION DE PROJET

REGION: Afrique Centrale

PAYS: Tchad

STATUT DU PROJET: Prop

TITRE:  
Mise à jour et recyclage des cadres moyens et supérieurs de la DPNRF

## RUBRIQUE:

### ORGANISATION GOUVERNAMENTALE

#### LOCALE CONCERNEE:

Ministère du Tourisme et de l'environnement - Direction de Parc  
Nationaux et Réserves de Faune

ADRESSE: B.P. 905 - NDJAMENA 6

FONDATEUR DU PROJET: DPNRF (B.J. DABOULAYE)  
AECCG (V. PUCCIONI)

## ADMINISTRATION DU PROJET:

## PARTIES COLLABORATRICES:

## RESPONSABLES DU PROJET:

## ADRESSE:

## SOURCE D'ORIGINE DES FONDS:

## DONATEURS POTENTIELS:

## DONATEURS CONTACTES:

STATUT ACCORDE POUR LE  
RASSEMBLEMENT DES FONDS: Full

BUDGET NECESSAIRE: 100.000 USD

## FONDS RECOLTES:

## DATE DEBUT PROJET:

## DATE FIN PROJET:

28

## TITRE

Programme de formation et mise a jour des cadres moyens et supérieurs.

## COMPOSANTES

Activités de formation et recyclage; voyages d'études; participation a séminaires et Congres; Construction et équipement d'une école de gestion des aires protégées.

### *Situation*

Les difficultés connues par le pays ont eu parmi leurs conséquences d'empêcher les cadres nationaux de se tenir a jour quant aux développements dans d'autres pays en matière de gestion des ressources naturelles et aires protégés.

Il en résulte que le Tchad ne bénéficie pas pleinement du patrimoine de connaissances développées en ce secteur, et qui pourraient permettre une gestion plus efficace de ses ressources.

Le projet vise a corriger cette situation, permettant aux cadres nationaux de se mettre a jour et se réintégrer dans les meilleures conditions sur la scène internationale.

### *Objectifs*

Mise a jour et recyclage des cadres moyens et supérieurs de la Direction du tourisme, parcs nationaux, et réserves de faune.

### *Moyens à mettre en oeuvre*

- Voyages d'études
- Participation a réunions et séminaires, et congres;
- Achat de documentation, littérature;
- Abonnements aux revues spécialisées.

### *Coût*

**PLAN D'ACTION POUR  
L'ELEPHANT D'AFRIQUE**

**PROPOSITION DE PROJET**

**REGION:** Afrique Centrale  
**PAYS:** Tchad  
**STATUT DU PROJET:** Prop  
**TITRE:** Etude pour la réhabilitation du secteur touristique

**RUBRIQUE:**

**ORGANISATION GOUVERNAMENTALE  
LOCALE CONCERNEE:**

Ministère du Tourisme et de l'environnement - Direction de Parc  
Nationaux et Réserves de Faune

**ADRESSE:** B.P. 905 - NDJAMENA 6  
**FONDATEUR DU PROJET:** DPNRF (B.J. DABOULAVE)  
AECCG (V. PUCCIONI)

**ADMINISTRATION DU PROJET:**

**PARTIES COLLABORATRICES:**

**RESPONSABLES DU PROJET:** .

**ADRESSE:**

**SOURCE D'ORIGINE DES FONDS:**

**DONATEURS POTENTIELS:**

**DONATEURS CONTACTES:**

**STATUT ACCORDE POUR LE  
RASSEMBLEMENT DES FONDS:** Full

**BUDGET NECESSAIRE:** 60.000 USD

**FONDS RECOLTES:**

**DATE DEBUT PROJET:**

**DATE FIN PROJET:**

### **Justification**

Le potentiel touristique du Tchad, bien que touché par la perte d'une quota importante de sa faune, et par les années de troubles, peut et doit est reconstitué, et mis en valeur.

En effet, le Pays peut offrir une gamme très riche de différents paysages, faune, végétation, et cultures.

Par ailleurs, la présence de programmes d'aide, tel que celui de la CEE à Zakouma, offre une certaine assurance que - au fil de quelques années, sinon pas dans le futur immédiat - les conditions soient réunies où une reprise du tourisme pourra débuter, ne fut-ce que sur une échelle réduite dans un premier temps.

D'autre part, nombre d'organismes d'aide peuvent assister une telle reprise, et par une assistance directe au Pays, et par l'assistance indirecte en facilitant les opérateurs touristiques par exemple à travers des prêts à facilités.

Le projet prévoit l'étude du secteur, afin de évaluer le potentiel du Pays, identifier des opérations pilote, proposer des mesures aptes à attirer et encourager les opérateurs touristiques, et produire une série de propositions de projets pour les aides extérieurs.

### **Objectifs**

- étudier les conditions pour une reprise du tourisme au Tchad;
- identifier les mesures par lesquelles le Gouvernement pourra faciliter une telle reprise;
- identifier des opérations-pilote;
- mettre au point une série de propositions pour les aides extérieurs en ce secteur.

### **Moyens**

Une équipe multidisciplinaire d'experts (6 hommes-mois)  
Frais de mission, production rapport

**PLAN D'ACTION POUR  
L'ELEPHANT D'AFRIQUE**

**PROPOSITION DE PROJET**

**REGION:** Afrique Centrale

**PAYS:** Tchad

**STATUT DU PROJET:** Prop

**TITRE:**  
Développement d'un programme d'éducation à l'environnement

**RUBRIQUE:**

**ORGANISATION GOUVERNAMENTALE**

**LOCALE CONCERNEE:**

Ministère du Tourisme et de l'environnement - Direction de Parc  
Nationaux et Réserves de Faune

**ADRESSE:** B.P. 905 - NDJAHENA 6

**FONDATEUR DU PROJET:** DPNRF (B.J. DABOULAYE)  
AECCG (V. PUCCIONI)

**ADMINISTRATION DU PROJET:**

**PARTIES COLLABORATRICES:**

**RESPONSABLES DU PROJET:**

**ADRESSE:**

**SOURCE D'ORIGINE DES FONDS:**

**DONATEURS POTENTIELS:**

**DONATEURS CONTACTES:**

**STATUT ACCORDE POUR LE  
RASSEMBLEMENT DES FONDS:** Full

**BUDGET NECESSAIRE:**

**FONDS RECOLTES:**

**DATE DEBUT PROJET:**

**DATE FIN PROJET:**

### **Justification**

Il est essentiel, pour le succès de toute politique de sauvegarde de l'environnement de éduquer et de motiver le public, et particulièrement les jeunes.

L'héritage constituée par les Parcs et les réserves de Faune est insuffisamment connu par les nationaux; or, si cela est vrai, ce n'est pas par manque d'interet, surtout en ce qui concerne les jeunes, dont l'interet à la nature et à la faune est vif.

Nous proposons donc de bâtir sur tel interet afin de monter une composante du Plan d'Action visant tout particulièrement ce type d'activité, sur le modèle d'autres expériences qui ont été développées en Afrique de l'Est avec beaucoup de succès.

Il s'agit d'organiser, dans un Parc, un petit Centre d'éducation à l'environnement, pouvant accueillir des visites par les écoles, disons avec une capacité de 60 élèves par visite.

On pourra alors joindre, à l'aspect récréatif que peut représenter pour les jeunes une visite au Parc National , un aspect didactique.

Telles visites, de la durée de 2 à 3 jours, pourraient être pour les élèves l'occasion pour:

- apprendre à connaître la faune et la flore sauvages de leur propre pays, ainsi que leur rôle dans l'équilibre environnant;
- apprendre les principes de base de l'exploitation soutenable des ressources naturelles;
- recevoir une éducation de base sur la protection de l'environnement au niveau villageois, et la contribution qu'ils peuvent eux mêmes y donner.

Les cours donnés au cours des visites concerneraient:

- a) les Parcs Nationaux et la faune du pays: leur histoire, leur biologie, rôle écologique, vie sociale, etc.;
- b) l'exploitation soutenable des ressources naturelles;
- c) l'écologie villageois, et les Activités de protection de l'environnement et lutte contre la désertification, protection de ressources en eau, protection des sols, etc.

Les écoliers visiteraient les Parcs, sous la guide d'un forestier, deux fois dans le cours d'une visite (une au début, et une après avoir reçu les cours).

Il va de soi que un Centre de ce genre permettra de développer également d'autres initiatives, spécialement dans le cadre de la coopération avec d'autres projets internationaux ou un volet de formation à l'environnement serait prévu.

C'est sur ce principe que ont été développés, en Afrique de l'Est, les "wildlife clubs", qui, se basant sur de centres de ce genre, situés dans les parcs, ont sensibilisé et formé des dizaines sinon des centaines de milliers de jeunes nationaux, leur laissant la mémoire d'une expérience à la fois excitante et formative.

### **Objectifs**

- Développer parmi les jeunes nationaux la conscience de l'importance des ressources naturelles;
- Les former aux actions de protection de l'environnement au niveau villageois;

### **Moyens à mettre en oeuvre**

#### **Infrastructures**

- construction et équipement d'un Centre de formation à l'environnement. avec une capacité de recevoir 50 élèves.

Typiquement, un Centre de ce genre est constitué par:

- une salle polyvalente, qui remplit le rôle de réfectoire aussi bien que celui de salle de cours;
- un dortoir;
- cuisine et services sanitaires.

#### **Equipements**

- Achat d'un car, pour transporter les écoliers de leurs écoles jusqu'au Centre;
- Equipements didactiques (audio-visuels, diapositives, livres, journaux);

#### **Organisation**

- Coordination de la mise sur pieds de l'Opération;
- Formation du personnel didactique;

#### **Fonctionnement**

- Gas-oil et entretien du car;
- Production d'un bulletin;
- Nourriture pour les écoliers pendant leurs visites;
- Entretien du Centre;

**alaires**

- 1 Forestier animateur du projet;
- 1 Chauffeur du car;
- 1 Gardien du Centre,

**PLAN D'ACTION POUR  
L'ELEPHANT D'AFRIQUE**

**PROPOSITION DE PROJET**

**REGION:** Afrique l'Ouest/Régional

**PAYS:** Benin, Bourkina Faso, Niger, Tchad

**STATUT DU PROJET:** Prop

**TITRE:** Séminaire Régional

**RUBRIQUE:**

**ORGANISATION GOUVERNAMENTALE  
LOCALE CONCERNEE:** Direction Nationale Faune

**ADRESSE:** AECCG

**FONDATEUR DU PROJET:**

**ADMINISTRATION DU PROJET:**

**PARTIES COLLABORATRICES:**

**RESPONSABLES DU PROJET:**

**ADRESSE:**

**SOURCE D'ORIGINE DES FONDS:**

**DONATEURS POTENTIELS:** USAID, CCE, FRANCE

**DONATEURS CONTACTES:**

**STATUT ACCORDE POUR LE  
RASSEMBLEMENT DES FONDS:** Full

**BUDGET NECESSAIRE:** 128.000 USD

**FONDS RECOLTES:**

**DATE DEBUT PROJET:**

**DATE FIN PROJET:**

## DESCRIPTION

L'Afrique de l'Ouest ne bénéficie pas à l'heure actuelle, du patrimoine de connaissances qui ont été développés ailleurs (notamment, en Afrique de l'Est et en Afrique Australe) - sur différents aspects de la conservation des éléphants.

En particulier, les recherches qui ont été développées sur les méthodes de recensement, la structure familiale, le langage, les effets du braconnage, fournissent des outils précieux et désormais indispensables pour assurer, de la manière la plus efficace, la gestion des populations d'éléphants qui survient à ce jour.

Au moment où cette l'Afrique Francophone se propose de lancer une série d'activités et projets visant cet objectif, il est primordial de transférer telles connaissances dans la région, en formant des cadres nationaux à jour sur les connaissances scientifiques et les techniques mises au point en ces dernières années.

Aussi, il importe de traduire en langue française et de divulguer, nombre de publications fournissant les outils essentiels dans ce but, et concernant des thèmes aussi diverses que l'estimation de l'âge par différents méthode, le recensements en forêt, les effets du braconnage sur la structure des populations, et ainsi de suite.

L'objectif de cette action est donc de jeter les bases pour le développement d'études permettant une gestion efficace des populations d'éléphants d'Afrique de l'Ouest, en commençant par développer une connaissance des techniques parmi les cadres nationaux chargés de leur conservation.

Cette action aura pour composantes:

- a) la production d'un manuel en langue française, faisant état des études principaux et des méthode mises au point;
- b) l'organisation d'un Séminaire régional de haut niveau, permettant la formation des cadres nationaux par les experts de pointe.

La durée du séminaire est prévue en deux semaines, avec une participation de 6 cadres par Pays.

Dans la présente proposition le budget est estimé pour 4 pays, (Benin, Bourkina Faso, Niger et Tchad) ceux qui ont

étés visités par l'auteur et dont les responsables ont confirmé leur intérêt à cette proposition.

Elle peut, bien sûr, être facilement étendue à d'autres pays de la Région, en adaptant le budget pour ce qui concerne la participation des cadres nationaux.

Parmi les thèmes à traiter, on peut citer:

- la biologie des éléphants;
- leur vie sociale et comportement reproductif;
- leur rôle dans l'équilibre écologique, particulièrement en milieu de savane;
- la communication;
- les méthodes pour identifier, et estimer l'âge;
- comparaison entre les différentes méthodes de recensement;
- les migrations et les techniques de radio-tracking;

Idéalement, le séminaire devrait précéder les autres actions au niveau Régional (telles que le recensement Régional), de façon à permettre la participation plus efficace des cadres nationaux à telles actions.

Les experts de haut niveau, dont la participation sera requise, sont pour la plupart sous l'emploi de différents organismes membres du GCCEA; il en est ainsi qu'il sera pas nécessaire dans la plupart de cas, de leur payer des indemnités, mais uniquement de faire face à leurs frais de déplacement et de séjour.

Toutefois, pour prudence, en établissant le budget, des honoraires ont été compris, ainsi que des indemnités pour les cadres nationaux.

Le coût est estimé à 128.000 USD.

PLAN D'ACTION POUR L'ELEPHANT D'AFRIQUE

BUDGET PREVISIONNEL

Pays: REGIONAL AFRIQUE DE L'OUEST

Projet:

	Quantité	prix unitaire	dollars USA	CFA
SEMINAIRE POUR CADRES NATIONAUX				
Publication d'un manuel en langue Francaise	forfait	forfait	20 000	5 111 111
Experts de haut niveau (6 X 15j) (honoraires et sejour) Unité: hommes/mois	3	10 000	30 000	7 666 667
Cadres Nationaux (6 p.pays X 4) (indemnités et sejour) Unité: hommes/mois	12	5000	60 000	15 333 333
Transport aerien Long courrier	6	3 000	18 000	4 600 000
Regional	6	600	3 600	920 000
<b>TOTAL</b>			<b>128 000</b>	<b>32 711 111</b>

**PLAN D'ACTION POUR  
L'ELEPHANT D'AFRIQUE**

**PROPOSITION DE PROJET**

**REGION:** Afrique de l'Ouest et Centrale

**PAYS:** Benin, Bourkina Faso, Niger et Tchad

**STATUT DU PROJET:** Prop

**TITRE:**  
Etudes de faisabilité pour l'extension de l'expérience de "Game  
Ranching" de Nazinga

**RUBRIQUE:**

**ORGANISATION GOUVERNAMENTALE  
LOCALE CONCERNEE:** Services Nationaux competents

**ADRESSE:**

**FONDATEUR DU PROJET:** ADEFA

**ADMINISTRATION DU PROJET:**

**PARTIES COLLABORATRICES:**

**RESPONSABLES DU PROJET:**

**ADRESSE:**

**SOURCE D'ORIGINE DES FONDS:**

**DONATEURS POTENTIELS:**

**DONATEURS CONTACTES:**

**STATUT ACCORDE POUR LE  
RASSEMBLEMENT DES FONDS:** Full

**BUDGET NECESSAIRE:** 350.000 USD

**FONDS RECOLTES:**

**DATE DEBUT PROJET:**

**DATE FIN PROJET:**

### **Justification**

Dans la Région Ouest-Africaine, une expérience très positive à été développée en matière de " Game Ranching": celle développée a Nazinga (Au Sud du Bourkina Faso), par l'A.D.E.F.A. (Association de Développement de l'Elevage de la Faune Africaine).

Ce projet, qui dure désormais depuis 17 ans, a permis de conclure qu'un profit annuel d'au moins 34 millions FCFA (133.000 \$) pouvait être obtenu du Ranch, où différentes formes d'utilisation de la faune ont été développées, telles que la chasse sportive, le tourisme, la pêche, et les abattages d'une quota de faune soutenable (culling).

Cela à son tour produit une série de bénéfices pour l'économie du Pays, et particulièrement aux populations de la zone ou le Ranch est sis.

Les villageois sont à la fois intégrés dans les activités du projet (ils y travaillent directement, où fournissent des services ou des produits) et encouragés et assistés pour développer, à leur tour, des Activités du même genre (zones de chasse villageoises)

Le succès de Nazinga est une contribution précieuse pour la conservation de la nature en Afrique Occidentale.

Il permet à la fois:

- de conserver un écosystème naturel;
- de produire des bénéfices pour les communautés locales, par cette même conservation;

Or, il est certain que cette expérience peut être répétée en d'autres sites dans la région où des conditions appropriées sont réunies.

L'étude proposée visera à:

- identifier des telles sites dans la Région;
- examiner la faisabilité d'un projet sur le modèle de celui de Nazinga, en accord avec les Gouvernements, et les Communautés locales;
- Repérer des partenaires potentiels, tant dans le secteur privé que parmi les aides extérieures.

### **Objectifs**

- étudier la faisabilité de projets de Game Ranching;
- identifier les partenaires potentiels pour des tels projets;

mettre à point des propositions de projets susceptibles d'être retenues le cas échéant, par le secteur privé ou par les aides extérieurs.

**Moyens à mettre en oeuvre**

Personnel de l'ADEFPA, appuyé par un économiste, et homologues nationaux, pour une durée de 12 semaines par pays.